

**COMITE INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECERESSE DANS LE
SAHEL**
(CILSS)

**COMMISSION EUROPEENNE
(CE)**

PROGRAMME REGIONAL
**"AMELIORATION DES INSTRUMENTS DU DIAGNOSTIC
PERMANENT POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE REGIONALE"**
Phase III

CAP VERT

**RAPPORT D'EVALUATION / PROGRAMMATION
DIAPER III AN IV**

M. P. DELORME CESD Communautaire

M. B. SACKO ECA/DIAPER III **JANVIER 1997**

REPUBLIQUE DU CAP - VERT

Rapport de la mission d'évaluation (96/97) et de programmation (97/98)

du projet DIAPER III

(du 6 au 10 Janvier 1997)

Avant - propos

Dans le cadre du Projet DIAPER III, une mission d'évaluation du Devis-Programme III et de programmation du Devis-Programme IV a été effectuée au CAP-VERT du 6 au 10/01/1997 par Messieurs Pascal DELORME, du CESD-Communautaire, et Bakary SACKO, membre de l'Equipe Centrale d'Animation.

SOMMAIRE

PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	4
I - EVALUATION	10
1. 1 - Aspect institutionnel	10
1.1.1. Animation locale	10
1.1.2. Composante nationale	11
1.2 - Activités	12
1.2.1 - L' enquête permanente agricole	12
1.2.2 - L'enquête suivi des marchés céréaliers (SIM)	18
1.2.3 La mise à jour de la base de sondage.	21
1.2.4. Animation locale	22
1.3. Gestion des devis-programmes	22
1.4. Mise en oeuvre des conditionnalités	25
1.5. Bonus-Malus	25
II. PROGRAMMATION DES ACTIVITES A METTRE EN OEUVRE AU COURS DU26	
DEVIS- PROGRAMME IV	26
2.1. Les enquêtes	26
2.2. L'animation locale:	26
2.3. Participation de l'Etat à la prise en charge des frais de collecte:	27
Budgets prévisionnels	28
ANNEXES	32
Annexe I: Liste des personnes rencontrées	33
Annexe 2: Inventaire du materiel acquis au titre de DIAPER III	34

PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Dans le cadre du Projet DIAPER III, une mission d'évaluation du Devis-Programme III et de programmation du Devis-Programme IV a été effectuée du 6 au 10/01/1997 par Messieurs P.DELORME, du CESD-Communautaire, et Bakary SACKO, de l'Equipe Centrale d'Animation.

La mission a travaillé en étroite collaboration avec les autorités nationales, les membres de la composante nationale et l'Animation Locale du projet DIAPER III. Les principales conclusions auxquelles ont aboutit les travaux ainsi que le programme et le budget 1997/98 sont présentés ci dessous.

1. ASPECT INSTITUTIONNEL

Il n'existe pas de modifications fondamentales depuis la précédente mission d'évaluation / programmation. Bien que, le Ministère de l'Agriculture soit en phase de restructuration et de redéfinition de son organigramme, ceci ne devrait pas modifier profondément les attributions du GEP en ce qui concerne la maîtrise d'oeuvre des enquêtes agricoles.

Concernant le SIM céréale, actuellement logé à l'INFA (Institut National de Promotion Agricole) suite aux restructurations en cours, il devrait être prochainement déplacé vers un autre service de tutelle. A l'heure actuelle, aucune décision n'a encore été prise concernant ce déplacement.

1.1. L'ANIMATION LOCALE

L'Animateur local de DIAPER a pris effectivement ses fonctions en janvier 1995. Il est assisté d'un Secrétaire-comptable depuis Mars 1995.

Il faut noter qu'il fait également fonction de Responsable de la Division des Statistiques Sectorielles du GEP.

Il fait donc partie intégrante du GEP, donc du Ministère de l'Agriculture, de la Composante Nationale et de la Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNASA).

Cette situation, si elle est permet une bonne coordination entre les services ne peut permettre à l'animateur local de se consacrer entièrement aux tâches d'animation (telles que décrites dans le cahier des charges) par manque de temps. Le travail de l'animateur n'est pas en cause mais la charge de travail qu'il peut objectivement réaliser n'est pas la même que dans les autres pays (notamment en ce qui concerne des appuis lourds).

1.2. COMPOSANTE NATIONALE

La Composante Nationale existe au Cap Vert . Son Chef de file est le Directeur du Cabinet d'Etudes et de Planification (GEP). Elle est animée par le Secrétariat Permanent de la CNASA et le GEP. Elle a un rôle purement technique et sa composition est la même que celle

de la Commission Nationale pour la Sécurité alimentaire . Ses membres se réunissent au coup par coup pour traiter de problèmes spécifiques.

Elle fonctionne de façon satisfaisante et les structures participent activement aux travaux.

2. ACTIVITES

Deux enquêtes sont actuellement soutenues par le projet DIAPER:

- « l'enquête agricole permanente »
- « l'enquête suivi des marchés céréaliers » dans le cadre du Système d'Informations sur les Marchés (SIM)

2.1. L'ENQUETE AGRICOLE PERMANENTE

L'enquête vise à recueillir des données sur les superficies et les rendements des principales cultures pratiquées afin de faire les prévisions de récolte, d'obtenir des résultats définitifs sur les productions et de faire le bilan céréalier de la campagne agricole. Elle porte sur les cultures pluviales .

Elle est réalisée par le Cabinet d'Etudes et de Planification du Ministère de l'Agriculture (GEP) avec l'assistance technique et financière de DIAPER.

L'enquête agricole annuelle par sondage a été réalisée en 1995/1996 selon la méthodologie utilisée depuis 1988 et que le personnel en place maîtrise assez bien. Elle est prévue pour donner des résultats significatifs au niveau des îles et de certains Conseils.

Suite aux travaux réalisés dans le cadre du précédent devis-programme et au renouvellement de la base de sondage, l'enquête de 1997/98 devrait faire l'objet du tirage d'un nouvel échantillon .

Par ailleurs, une enquête pilote visant les cultures irriguées (regadio) est en cours d'exploitation au niveau de la GEP, elle a été réalisée sur l'île de Santiago. Le test qui s'est avéré concluant quand aux procédures d'échantillonnage (grâce à la mise à jour de la base de sondage) doit être poursuivi sous deux aspects:

- test du module production (qui n'a pu être mené cette année pour cause de grande sécheresse)
- test su l'île de San Antao sur laquelle le maraîchage constitue une production principale.

Au terme de ce test, les cultures irriguées devrait faire l'objet d'une enquête permanente.

La mission recommande qu'outre les aspects techniques, les coûts de cette nouvelle enquête puissent être évalués et que des propositions soient faites pour une prise en charge dans les budgets annuels alloués à l'enquête permanente.

- Tirage de l'échantillon

L'enquête est une enquête annuelle par sondage à deux degrés. Les unités primaires sont constituées par les zones et les unités secondaires par les exploitations agricoles.

L'échantillon comporte 156 zones et 3537 exploitations en 1995.

La taille de l'échantillon des exploitations agricoles est élevée (3537 exploitations pour 29 enquêteurs, soit en moyenne 122 exploitations par enquêteur). Ceci est lié au fait que l'enquête a largement recours à l'interview y compris pour l'estimation des superficies.

Pour la campagne 1996/1997 cet échantillon a été réduit au niveau du tirage du deuxième degré pour passer à 12 exploitations par zone au lieu de 25.

Cette recommandation effectuée lors de la mission de programmation de l'an passé et lors de l'évaluation des enquêtes agricoles étant maintenant faite, il convient de vérifier quelle est la précision exacte de l'enquête actuelle. La mission recommande que le calcul de précision soit repris dès l'apurement complet des fichiers 1996/1997.

- **La mesure des superficies**

Il n'y a pas de mesure objective des superficies sur le terrain. L'exploitant est censé connaître les superficies de ses parcelles mais il les exprime en « litres ».

L'enquête pilote de mesure comparative des parcelles (par interview et par mesure objective) a donné des résultats assez semblables et cette méthode doit être conservée.

- **L'exploitation des données**

Les données recueillies dans les différents passages sur le terrain sont pratiquement toutes saisies sur micro-ordinateurs.

La mission d'évaluation de la campagne FAO/CILSS passe en Octobre. A cette date il est impossible au Cap Vert de disposer des résultats de l'enquête sur les prévisions de rendements, la campagne agricole commençant plus tardivement que dans les autres pays de la Région. Il s'ensuit que les prévisions de récolte sont basées sur les résultats de l'enquête sur les superficies et d'estimations de rendements prévisionnels faites par la Composante Nationale et la mission FAO/CILSS à partir de déclarations de paysans, de la physionomie de la campagne et des résultats des années antérieures.

Il en résulte que les données de l'enquête « prévisions de rendements » ne sont pas exploitées.

Deux solutions sont possibles, soit l'abandon des fiches prévisions de récolte, permettant ainsi la suppression d'un passage sur le terrain, soit comme suggéré lors de la précédente mission que ces données soient analysées sous l'angle de la modélisation permettant ainsi d'utiliser ces données lors de travaux de prévision.

Deux publications sont produites par le GEP:

- « Les résultats de l'enquête agricole »
- « Le bulletin de statistiques agricoles »

Ces publications sont de bonne qualité et font l'objet d'une diffusion assez large.

Le bulletin de 1995 n'a toujours pas été produit par contre celui de 1996 devrait pouvoir être publié. Concernant les résultats définitifs de l'enquête 1995, ils ont été publiés en Juillet 1996.

La mission recommande qu'un effort tout particulier soit donné à la publication plus rapide des résultats définitifs (Mars, Avril) et surtout que le bulletin de statistique reprenne un rythme régulier de publication.

Un grande partie du retard de publication provient du système de saisie / traitement des résultats qui utilise des logiciels multiples, et parfois des ressaissies des données calculées. Il manque au dispositif une chaîne de traitement opérationnelle et fiable.

La mission recommande qu'une assistance technique ponctuelle soit mise à la disposition du GEP pour concevoir et documenter un masque de saisie et de traitement permettant de traiter l'ensemble des données d'enquête.

Par ailleurs, le manque de fonctionnalité de la centrale d'information (programme détérioré et incomplet) constitue un handicap pour la publication des bulletins (annuaires) de statistiques agricoles, cette situation (commune à beaucoup de Centrales) doit cependant être résolue rapidement.

La mission recommande que dans le cadre d'une mission d'appui de l'ECA, un jeu de disquette neuve soit fourni et la centrale réinstallée.

Il faut noter cependant, que la plupart des données concernant la sécurité alimentaire sont saisies sur un tableur (Quattro-Pro) en lieu et place de la centrale d'information. Les séries sont saisies en général de 1990 à 1996 (certaine depuis plus longtemps) et doivent permettre la publication de l'annuaire statistique.

- La précision des résultats

La précision des résultats calculée lors de la mission d'évaluation des enquêtes agricoles indique des résultats satisfaisant eu égard aux dispositif utilisé. Les coefficients de variation étant de l'ordre de 2 à 3 % sur les cultures principales au niveau national et de 5 à 10 % pour les mêmes cultures au niveau des îles et des conseils très agricoles.

La mission recommande que dorénavant, les formules de calcul étant connues, les précisions soient calculées annuellement.

- La documentation d'enquête

Il n'existe pas encore de documentation complète concernant l'enquête agricole et si le manuel de l'enquêteur a été mis à jour par l'animation locale le reste des document est encore à réaliser:

- le manuel de contrôle et de supervision qui doit être finalisé durant le premier trimestre 1997, grâce à la formation des contrôleurs
- le manuel de saisie et de traitement qui devrait être réalisé dans le cadre de l'assistance à la réalisation du masque de saisie / traitement
- le manuel de procédure générale qui devra être réalisé en interne lorsque les différents autres documents seront disponibles.

- le dispositif de terrain

Suite aux recommandations de l'an passé et dans le cadre de la formation des contrôleurs une quinzaine d'agents (un par conseil) ont été identifiés pour constituer un groupe de contrôleurs. Ces derniers doivent être en place sur le terrain lors de la prochaine campagne.

2.2. L'ENQUETE SUIVI DES MARCHES CEREALIERS (SIM)

Elle concerne les prix des céréales et des légumes.

Elle porte sur les 21 marchés les plus représentatifs, 7 marchés de producteurs et 14 marchés de consommateurs.

Le problème principal de cette enquête provient du fait qu'elle utilise le même dispositif de collecte que l'enquête agricole (les 14 enquêteurs sont des agents du GEP) qui souvent mettent en second plan le recueil des données SIM qui sont transmises avec trop de retard. De plus le dispositif utilise le réseau de FAX installé dans le cadre du projet « Information Rurale de la FAO » mais qui est maintenant à la charge financière du GEP, notamment en ce qui concerne les coûts de communications.

La mission recommande que dans le cadre du nouveau rattachement du SIM à une structure les problèmes de fonctionnement de cette enquête soient repensés dans leur globalité:

- réflexion au niveau du personnel d'enquête (GEP, INE,?) des solutions sont possibles
- réflexion sur les coûts de fonctionnement (une évaluation des coûts de communication a déjà été entreprise)
- réflexion sur les moyens de diffusion (notamment vis à vis de la radio).

Concernant les publications une maquette de bulletin d'analyse trimestriel est en cours de réalisation, la première parution devrait avoir lieu au cours du premier trimestre 1997.

Enfin, la formation des enquêteurs qui participent au SIM doit être programmée dans le prolongement du recyclage annuel des enquêteurs du GEP.

3. GESTION DU DEVIS-PROGRAMME 1996/1997

Niveau d'exécution des budgets 1996/1997 (Escudos)

Rubrique	Montant devis 95/96	Montant total payé	Montant engagé	Solde au 31/12/96	Taux d'exécution
Enquête agricole permanente	2.246.145	696.267	0	1.549.878	31 %
Equipement *	6.513.000	348.500	0	6.154.500	5,6 %
Recensement des exploitations	2.675.269	2.229.578	0	445.691	83 %
Suivi des Marchés	537.267	35.696	240.000	261.571	51 %
Animation locale	2.856.838	1.143.371	0	1.143.371	40 %
TOTAL budget	14.468.514	4.453.412	240.000	9.555.011	33 %

* l'achat des 20 motos au stade de dépouillement des appels d'offre.

Le faible taux de réalisation de l'enquête agricole provient du fait qu'au Cap Vert, elle se déroule sur 10 mois.

Au 31 Décembre le montant des engagements de la contrepartie Nationale s'élevait à **953.776** escudos dont **506.000** escudos pour le fonctionnement et le reste pour la prise en charge des indemnités .

4. MISE EN OEUVRE DES CONDITIONNALITES

COMITE DE SECURITE ALIMENTAIRE

La situation est particulière au Cap-Vert en ce sens qu'il existe officiellement depuis 1989 (car créée dans le cadre du projet « Alerte Rapide » de la FAO) une Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNASA) qui a en fait un double rôle:

- c'est une Commission Inter-Ministérielle, très élargie, de concertation politique
- dont le Secrétariat Permanent sert de cadre de concertation technique puisqu'il est chargé de la production coordonnée des données statistiques en matière de Sécurité alimentaire.

Le chef de file de cette Commission est le Ministère de l'Agriculture.

Cette commission a un caractère à la fois politique et technique et pourrait être considérée comme « Comité de Sécurité Alimentaire » dans la mesure où le Directeur du GEP a écrit en Août 1995 au Directeur Général du Centre Agrhyemet pour lui proposer que cette Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire soit considérée comme Comité de Sécurité Alimentaire.

Elle se réunit chaque mois de mai à octobre. Il est difficile de trouver instance plus qualifiée de concertation.

PRISE EN CHARGE DES OPERATIONS DE COLLECTE PAR

Le gouvernement Capverdien a financé l'enquête agricole pour un montant de 3 210 000 escudos, ce qui correspond d'ores et déjà au 40,4 % prévu lors de l'élaboration du devis programme.

5. LE DEVIS-PROGRAMME 96/97

Des recommandations qui précèdent et des demandes des différentes Structures découlent la proposition de Devis-programme suivante (en escudos):

	OPERATION DE COLLECTE	EQUIPEMENT	ENSEMBLE
ENQUETE AGRICOLE	2 265 534	300 000	2 565 534
SUIVI DES MARCHES	789 116		789 116
ANIMATION LOCALE			3 039 111
TOTAL	3 054 651	300 000	6 393 761

La participation de l'Etat aux frais de collecte (67 %) devrait être de 2.046.616 escudos. Des dispositions ont été prises au niveau du Ministère de l'Agriculture pour inscrire dans le budget d'investissement un montant de **2.193.032 escudos** pour le fonctionnement ce qui correspond à une participation légèrement supérieure au 67 % prévu.

I - Evaluation

1. 1 - Aspect institutionnel

Suite au remaniement Ministériel de janvier 1995, un Ministère de l'Agriculture a été créé, dirigé par l'ancien Secrétaire d'Etat à l'Agriculture. Celui-ci est donc normalement déjà sensibilisé aux problèmes de la Sécurité Alimentaire et à la nécessité de disposer d'un dispositif de collecte de données en ce domaine.

La loi organique de ce Ministère est parue au journal officiel du 27/12/95.

Actuellement un nouvel organigramme est en train d'être élaboré au niveau du Ministère. Le Cabinet d'Etudes et Planification (GEP) serait toutefois maintenu avec les mêmes responsabilités dans le domaine des statistiques agricoles.

Concernant le SIM céréale, actuellement logé à l'INFA (Institut National de Promotion Agricole) suite aux restructurations en cours, il devrait être prochainement déplacé vers un autre service de tutelle. A l'heure actuelle, aucune décision n'a encore été prise concernant ce déplacement.

Compte tenu de l'importance d'un tel dispositif, il conviendrait que ce dispositif soit rattaché à une structure ayant un véritable intérêt dans la fourniture et l'utilisation des informations sur les prix des produits agricoles.

1.1.1. Animation locale

Il faut noter qu'il fait également fonction de Responsable de la Division des Statistiques Sectorielles du GEP. Il est de ce fait installé dans les locaux du GEP.

Il fait donc partie intégrante du GEP, donc du Ministère de l'Agriculture, de la Composante Nationale et de la Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNASA).

Cette situation, si elle est permise une bonne coordination entre les services ne peut permettre à l'animateur local de se consacrer entièrement aux tâches d'animation (telles que décrites dans le cahier des charges) par manque de temps. Le travail de l'animateur n'est pas en cause mais la charge de travail qu'il peut objectivement réaliser n'est pas la même que dans les autres pays, situation d'autant plus dommageable que le dispositif souffre d'un déficit en cadre de conception.

Quoiqu'il en soit l'animateur suit l'ensemble des dispositifs et participe activement tant sur le plan technique que sur le plan de l'organisation de la collecte et du traitement des données.

L'Animateur local est assisté d'un Secrétaire-comptable recruté en Mars 1995.

c) Moyens de travail

Le véhicule (Land Rover acquis au titre de DIAPER II) est définitivement hors d'usage et le véhicule mis à la disposition de la division accidenté au cours de la campagne agricole n'est pas réparable.

Le service est donc entièrement démunie de moyen de déplacement, ce qui ne facilite pas le travail au niveau de l'animation et des activités courantes de l'enquête.

La mission recommande que dans le cadre des moyens mis la disposition des enquêtes pour l'entretien des véhicules (2.000.000 FCFA), un véhicule puisse être remis en service (au moins pour les besoins de liaison, à défaut de pouvoir être utilisé sur le terrain).

Inventaire du matériel à la disposition de l'Animateur local.

Type de matériel	Description	Date d'acquisition	Etat	Financement
Déplacement				
Véhicule TT	1 Land Rover	Diaper II	HS	Diaper II
Equipement de bureau				
Ordinateurs	1 Olivetti	Août 95	neuf	Diaper III
Imprimantes	1 Epson	Août 95	neuf	Diaper III
Onduleurs	1			Minagri
Photocopieurs	1	Juin 95	neuf	Diaper III
Fax *	1	Mai 95	neuf	Diaper III

* le fax n'a toujours pas été installé.

1.1.2. Composante nationale

a) Textes de création / ou cadre informel

La situation est particulière au Cap-Vert en ce sens qu'il existe officiellement depuis 1989 (car créée dans le cadre du projet « Alerte Rapide » de la FAO) une Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNASA) qui a en fait un double rôle:

- C'est une Commission Inter-Ministérielle, très élargie, de concertation politique
- dont le Secrétariat Permanent sert de cadre de concertation technique puisqu'il est chargé de la production coordonnée des données statistiques en matière de Sécurité alimentaire.

Le chef de file de cette Commission est le Ministère de l'Agriculture.

On peut donc dire que la Composante Nationale existe, animée par le secrétariat permanent de la CNASA et le GEP.

b) Structures participantes

La composition de la Composante Nationale est la même que celle de la Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire. (CNASA). Elle est donnée dans le paragraphe concernant le « Comité de sécurité Alimentaire ».

c) Mode de fonctionnement

La Commission se réunit systématiquement chaque mois de Mai à Octobre mais les Structures qui en font partie se réunissent chaque fois que se pose un problème particulier en rapport avec la Situation alimentaire.

En fait, le Cabinet d'Etudes et de Programmation (GEP) du Ministère de l'Agriculture rassemble les données statistiques se rapportant à la sécurité alimentaire et établit les « Rapports sur la Sécurité Alimentaire », prévisionnels et définitifs, qui sont soumis à la CNASA par le canal du Secrétariat Permanent.

Le Secrétariat Permanent de la CNASA rédige ensuite et publie un Bulletin trimestriel, synthèse de toutes les informations disponibles sur la Situation Alimentaire.

1.2 - Activités

Deux enquêtes sont actuellement soutenues par le projet DIAPER:

- « l'enquête agricole permanente »
- « l'enquête suivi des marchés céréaliers » dans le cadre du Système d'Information sur les Marchés (SIM).

Pour la campagne 1996/1997, une mise à jour de la base de sondage avait été programmée.

1.2.1 - L' enquête permanente agricole

L'enquête vise à recueillir des données sur les superficies et les rendements des principales cultures pratiquées afin de faire les prévisions de récolte, d'obtenir des résultats définitifs sur les productions et de faire les bilans céréaliers prévisionnels et définitifs de la campagne agricole.

Elle porte sur les cultures pluviales.

Les données sur les cultures irriguées qui étaient par le passé collectées mais non exploitées, ont fait l'objet d'une opération pilote visant à définir une méthodologie appropriée à leur collecte.

- les organismes impliqués dans sa réalisation

Elle est réalisée par le Cabinet d'Etudes et de Planification du Ministère de l'Agriculture (GEP) avec l'assistance technique et financière de DIAPER.

- les ressources humaines

Les ressources humaines utilisées sont les même que par le passé, le personnel utilisé est constitué de contractuels de l'Etat, ils travaillent aussi bien pour les besoins de l'enquête agricole que du SIM. Si l'on ajoute (dans le futur) l'enquête spécifique culture irriguée et l'enquête sur le bétail, le dispositif terrain risque d'être rapidement insuffisant. Il convient donc d'être vigilant quant à la charge de travail des enquêteurs : "la quantité ne doit pas se faire au détriment de la qualité".

D'un point de vue de l'**encadrement technique**, le dispositif ne dispose que du strict minimum, il est donc très difficile pour la GEP de suivre correctement plusieurs travaux d'enquête. La situation cette année, avec les travaux de mise à jour de l'échantillon, l'enquête

pilote culture irriguée, ont certainement conduit à un suivi minimaliste de l'enquête agricole (comme en témoigne les faibles taux d'utilisation des crédits de supervision).

Le ressources humaines se décomposent comme suit:

Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Imputation budgétaire
Enquêteurs à plein temps	31	31	budget Etat
Enquêteurs à temps partiel			
Contrôleurs			
Superviseurs régionaux			budget Etat
Techniciens professionnels	4	4	
Technicien supérieur	1	1	
Technicien moyen	1	1	
Superviseurs nationaux			
Agents de dépouillement /saisie			budget Etat
Technicien professionnel	1	1	
Agent	1	1	
Informaticiens			budget Etat
Technicien professionnel	1	1	
Analyste			budget Etat
Technicien supérieur	1	1	
Agent centrale d'information			
Autres Agents			budget Etat
Technicien moyen	1	1	
Chauffeur	1	1	

- les ressources matérielles (CF. inventaire en annexe)

La Division des statistiques sectorielles, chargée de l'enquête, travaille actuellement avec trois micro-ordinateurs dont un, acheté par le Ministère de l'Agriculture est ancien et de faible puissance. Deux de ces micros sont neufs ainsi que les deux imprimantes car achetés tout récemment sur Diaper III .

Le micro-ordinateur ainsi que l'imprimante destinés au SIM céréale sont toujours dans la salle informatique du GEP, la raison invoquée est le besoin d'un poste supplémentaire pour la saisie des données relatives à la mise à jour de la base de sondage. L'imprimante en question est d'ailleurs actuellement en panne à cause d'un court circuit électrique.

Compte tenu de l'existence d'un reliquat important (300.000 escudos) sur les achats de matériel sur le devis-programme de deuxième année (en raison du démarrage tardif des activités au Cap Vert) et de la clôture prochaine de ce devis programme,

la mission recommande la programmation sur le devis 1997/1998 de l'achat d'une nouvelle imprimante pour le SIM et, dans la mesure du possible (limite des 300.000 escudos) un micro-ordinateur pour renforcer les capacités informatique du GEP. Cette inscription permettrait d'achever les dotations en matériel sans dépasser l'enveloppe globale « équipement » du Cap Vert.

La centrale d'information a été dotée d'un micro-ordinateur au cours de la campagne.

Comme souligné précédemment la division ne dispose plus de véhicule.

La Division des statistiques sectorielles dispose de 14 motos (dont 2 sont hors service et les 12 autres en mauvais état) achetées sur d'autres projets (projet d'alerte rapide de la FAO et projet japonais) et de 4 motos achetées en 1995 sur Diaper III.

Sur les 20 motos programmées dans le précédent devis-programme, il apparaît après dépouillement des appels d'offre que le projet ne pourra en acquérir que 13 ou 14.

Il manque actuellement une dizaine de motos pour que l'enquête fonctionne normalement.

- la technique

Constitution de l'échantillon des exploitations

Le découpage administratif des îles du Cap vert distingue :

- les Conseils
- les Zones (espace territorial composé d'une ou plusieurs localités)

L'enquête est une enquête annuelle par sondage à deux degrés. Les unités primaires sont constituées par les zones et les unités secondaires par les exploitations agricoles.

Les unités primaires font l'objet d'une stratification selon trois critères:

- le climat (semi-aride, semi-humide et humide)
- la répartition géographique (îles)
- le découpage administratif (Conseils)

On a ainsi défini 37 strates dont 35 sont retenues dans le champ de l'enquête.

Les unités primaires ont été tirées avec remise et avec probabilités inégales, proportionnellement au nombre d'exploitations. L'échantillon comporte 159 zones.

Les unités secondaires ont été tirées avec probabilités égales et sans remise. On a tiré en général 25 exploitations par zone retenue dans l'échantillon.

Pour la campagne 1996/1997 suite aux recommandations de la précédente mission d'évaluation, l'échantillon du second degré a fait l'objet d'une diminution du nombre d'exploitations. Le passage à 12 exploitations par zone ne devrait pas cependant altérer la qualité des résultats.

Les produits retenus

L'observation porte sur les principaux produits des cultures pluviales.

Les cultures irriguées qui n'étaient plus traitées depuis plusieurs années, ont fait l'objet d'un test méthodologique au cours de la campagne 1996/1998. Ce test avait deux objectifs:

- vérifier la possibilité de tirer un échantillon représentatif à partir des données du recensement des exploitations,
- tester les différents questionnaires et les méthodes de mesures spécifiques à de telles cultures.

Cette enquête pilote était soutenue par la FAO qui a mis à la disposition de la division une assistance technique ponctuelle pour le traitement des données. Les résultats obtenus

indiquent clairement qu'une telle enquête est possible et que les résultats sont d'une qualité suffisante pour être publiés et diffusés, cependant conséquence de la sécheresse importante cette année et du retard au démarrage de l'enquête, un partie de la collecte n'a pu être réalisée. La GEP propose donc de poursuivre cette enquête pilote sur une deuxième année consécutive notamment pour

- tester le dernier module (estimation des productions)
- tester l'enquête sur l'île de San Antao (grande productrice avec ce type d'agriculture).

Les variables observées

Les variables observées sont les même que par le passé ainsi que le nombre de passages sur le terrain.

Il subsiste toutefois au Cap Vert, le problème de l'utilisation des fiches de prévision de récolte (qui correspondent au second passage sur le terrain). En effet ces données sont collectées mais compte tenu des dates de publication des prévisions elles ne sont jamais utilisées. Ces données sont toutefois saisies.

Deux solutions sont possibles, soit l'abandon des fiches prévisions de récolte, permettant ainsi la suppression d'un passage sur le terrain, soit comme suggéré lors de la précédente mission que ces données soient analysées sous l'angle de la modélisation permettant ainsi d'utiliser ces données lors de travaux de prévision.

Le déroulement de l'enquête

L'enquête se déroule en deux phases, la seconde comportant plusieurs passages, selon un calendrier qui dépend de la date des premières pluies qui est assez variable d'une année à l'autre.

En général le calendrier est le suivant:

- **en Juin, première phase** par interview des exploitants de l'échantillon - identification de l'exploitant, caractéristiques des différentes parcelles et dates d'ensemencement, quantités de semences utilisées
- **en Octobre/Décembre, deuxième phase** qui s'effectue en trois temps.
 - Au premier passage, pose des carrés de rendement et comptage des pieds ou des épis afin d'estimer des rendements prévisionnels.
 - Au deuxième passage, comptage des pieds ou des épis en bon état, observation de l'état des cultures fruitières, pour améliorer les prévisions. En réalité cette deuxième phase est exécutée sur le terrain parfois très tardivement par suite des conditions climatiques, et elle n'est pas exploitée car les renseignements ne sont disponibles qu'après le passage de la mission d'évaluation de la campagne CILSS/FAO et n'intéressent plus personne.
 - Au troisième passage, au moment de la récolte, récolte des carrés de rendement et pesée de la récolte (rendements définitifs).

On obtient alors les résultats définitifs de la campagne.

Les cultures secondaires sont estimées à partir de déclarations des exploitants.

Pour l'enquête 1996/1997, le **dispositif de contrôle** est resté identique à celui de la campagne précédente c'est à dire insuffisant. Suite à la mise en place de la formation des contrôleurs qui doit être réalisée en février 1997, la GEP a identifié une quinzaine d'agents

pour constituer le groupe qui assistera à la formation et qui sera chargé de mettre en place le dispositif de contrôle sur le terrain.

La mesure des superficies

Suite à l'enquête pilote menée par la GEP avec le concours de l'ECA, il est apparu que les superficies mesurées par déclaration paysannes sont très proches des superficies mesurées par la méthode classique (arpentage), il convient donc de maintenir cette méthode qui de plus est très peu coûteuse (pas de matériel de collecte).

Exhaustivité des fichiers et taux de couverture

Pour les résultats définitifs 1995/1996

Toutes les variables définies dans les fichiers ont reçu une valeur ou un code valide.

Le taux de couverture est de l'ordre de 97 % si l'on considère le total des exploitations qui ont pratiqué l'Agriculture :2823 sur un échantillon de départ de 3589 exploitations.

Pour les résultats prévisionnels 1996/1997

L'enquête cette année a fait l'objet d'une diminution de l'échantillon du second degré, le fichier transmis pour le calcul des prévisions de récolte fait état de la structure suivante:

ILE	CONSEIL	ZONES	ECHANTILLON EXPLOITATION	
			PREVU	ENQUETE
Fogo		1	24	288
Sao Nicolau		1	12	144
San Antao		1	10	120
San Antao		2	5	60
San Antao		3	15	180
Santiago		1	17	204
Santiago		2	14	168
Santiago		3	13	156
Santiago		4	25	300
Brava		1	6	72
Maio		1	9	108
TOTAL			150	1800
				1 618

Soit un taux de couverture de 90 %, ce qui pour une prévision est tout à fait satisfaisant.

Le traitement des données

Il n'y a ni statisticien, ni informaticien, ni agronome de haut niveau. Le plus étonnant est que l'équipe centrale qui ne comprend qu'un Technicien supérieur et un Agent informatique arrive à exécuter très correctement les travaux courants d'exploitation des données sur micro-ordinateurs et produit des publications statistiques de qualité.

La première phase se déroule de Juin à Octobre. Un contrôle est effectué sur le terrain. Les questionnaires sont adressés au GEP qui saisit les données sur micro-ordinateurs en DBASE. Trois fichiers sont constitués.(démographie, parcelles, opinion).

Un contrôle d'exhaustivité et des contrôles de vraisemblance sont faits en fin de saisie.

Les données sont ensuite transférées sur SP6 pour être exploitées.

Les résultats sont transférés sur LOTUS ou WORDPERFECT pour établir les publications.

Les graphiques sont obtenus avec HARVARD GRAPHIC mais, cette fois, en entrant les données nécessaires.

- les données recueillies lors des deux premiers passages de la 2^e phase: eu égard à leur mauvaise qualité, ces données connaissent un niveau négligeable d'utilisation même si par ailleurs il est dit qu'elles servent à établir les prévisions de récolte.

- les données recueillies lors du troisième passage de la 2^e phase:

Elles sont saisies sur LOTUS. Elles font l'objet d'extrapolation.

Bien qu'elle produise des résultats, cette chaîne de saisie est très complexe et constitue d'une part une source d'erreur (ressaisie pour publication) et d'autre part une perte de temps pour un service qui ne dispose déjà pas du personnel nécessaire.

En absence du personnel adéquat, la mission recommande qu'un appui ponctuel (2 h/ mois) soit mis à la disposition du dispositif pour l'élaboration d'un masque de saisie performant et documenté.

- les résultats

Deux publications sont produites par le GEP:

- « Les résultats de l'enquête agricole »

Cette publication, très bien présentée, est complète. Les résultats sont donnés au niveau des 7 îles et de 4 Conseils (pour l'île de Santiago)

On y trouve des tableaux sur la démographie, les surfaces cultivées, les rendements et les productions des différentes cultures ainsi que sur les disponibilités en semences.

Elle est composée avec WORDPERFECT et HARVARD-GRAFIC et imprimée par une entreprise privée.

Les résultats de l'enquête 1995/1996 ont été publiés en Juillet 1996.

La mission recommande que le délai de publication puisse être écourté et ramené vers les mois de Mars /Avril.

- « Le bulletin de statistiques agricoles »

Assez complet et imprimé également par une entreprise privée. Il est composé avec QUATRO-PRO et HARVARD-GRAFIC.

Celui de 1995 n'a toujours pas été publié.

Celui de 1996 est en cours de préparation et de nombreuses informations sont déjà saisies sur tableur en remplacement de la centrale d'information qui n'est plus opérationnelle depuis 1995.

Il ne devrait donc pas y avoir de problème quant à la publication de cette annuaire statistique.

- la centrale d'information

Comme souligné précédemment celle-ci n'est plus fonctionnelle depuis quelques années et visiblement les disquettes programmes qui aurait permis son installation sur le nouveau matériel sont altérées (il manque de nombreux sous-programmes).

Cependant, la collecte et la saisie des données essentielles, notamment les données utilisées pour l'élaboration du bulletin statistique sont saisies sur tableur (en général de 1991 à 1996).

Compte tenu du mode de fonctionnement actuel de la centrale (saisie manuelle obligatoire via disquette), la mise à jour de la centrale DIAPER passera par une nouvelle saisie des données.

Quoiqu'il en soit la mission recommande :

- 1) *qu'au cours d'une mission d'appui de l'ECA, on procède à la réinstallation de la centrale DIAPER*
- 2) *que les travaux de mise à jour soient poursuivis avec la centrale actuelle jusqu'à la remise en fonctionnement de la centrale DIAPER.*

- la précision des résultats

La précision des résultats calculée lors de la mission d'évaluation des enquêtes agricoles indique des résultats satisfaisant eu égard au dispositif utilisé. Les coefficients de variation étant de l'ordre de 2 à 3 % sur les cultures principales au niveau national et de 5 à 10 % pour les mêmes cultures au niveau des îles et des conseils très agricoles.

La mission recommande que dorénavant, les formules de calcul étant connues, les précisions soient calculées annuellement surtout dans le cadre de l'élaboration du nouvel échantillon.

- la documentation disponible

Il n'existe pas encore de documentation complète concernant l'enquête agricole et si le manuel de l'enquêteur a été mis à jour par l'animation locale le reste des documents est encore à réaliser:

- le manuel de contrôle et de supervision qui doit être finalisé durant le premier trimestre 1997, grâce à la formation des contrôleurs
- le manuel de saisie et de traitement qui devrait être réalisé dans le cadre de l'assistance à la réalisation du masque de saisie / traitement
- le manuel de procédure générale qui devra être réalisé en interne lorsque les différents autres documents seront disponibles.

La mission recommande que dans le cadre du tirage du nouvel échantillon la constitution d'une documentation complète constitue une priorité dans les activités de la prochaine campagne, l'animateur local devra veiller tout particulièrement à l'élaboration des différents documents.

1.2.2 - L'enquête suivi des marchés céréaliers (SIM)

Elle est réalisée par l'Institut National de Promotion Agricole (INFA) avec le concours permanent de 14 enquêteurs du GEP. Le dispositif de collecte de « l'enquête suivi des marchés » repose donc essentiellement sur celui de l'enquête agricole.

- les ressources humaines

L'enquête suivi des marchés est réalisée par:

- Le Chef de la Division commercialisation de l'INFA
- 1 Agent informatique
- Les superviseurs et enquêteurs du GEP
- La délégation régionale de l'INFA de S. Antao
- La Municipalité de Sal

Comme l'enquête agricole, le SIM dispose d'un minimum de personnel aussi bien au niveau des cadres de conception que du personnel technique, aussi tout travail supplémentaire (comme cette année avec les travaux du CILSS sur les marchés céréaliers), se fait au détriment du suivi de l'enquête.

- les ressources matérielles

Pour le traitement et la publication des données sur les prix, l'INFA dispose d'un micro-ordinateur (en panne de carte graphique) et d'une photocopieuse achetés dans le cadre d'un projet FAO. Le micro-ordinateur et l'imprimante achetés sur DIAPER III restent encore au niveau du GEP (pour des raisons évoquées plus haut cf §1.2.1)

La mission recommande que le micro-ordinateur du SIM lui soit restitué et qu'une nouvelle imprimante lui soit achetée sur les reliquats du devis précédent (cf §1.2.1). Ceci permettre de doter enfin le SIM en moyens de traitement.

Par ailleurs le SIM dispose toujours du véhicule DIAPER II et d'une moto de supervision.

- la technique

Elle concerne les prix des céréales et des légumes.

L'INFA s'intéresse à l'ensemble de la filière prix, du producteur au consommateur.

Répartition des marchés:

Iles	Marchés de Producteurs	Marchés de consommateurs
Santiago	2	4
Boa Vista	1	1
Maio	1	1
S. Antao	1	3
Fogo	1	1
S. Nicolau	1	1
Sal		1
S. Vicente		1
Brava		1
TOTAL	7	14

Fréquence des relevés:

Les prix sont relevés une fois par semaine sur chaque marché. Les mêmes enquêteurs relèvent également les prix dans des magasins pour les céréales et dans des supermarchés pour les légumes.

Documents d'enquêtes:

Les fiches de relevés ont été élaborées dans le cadre d'un projet d'alerte rapide de la FAO.

Deux types de fiches d'enquêtes sont remplies, l'une pour les céréales, l'autre pour les légumes.

Il n'existe pas de document méthodologique précis concernant cette enquête (manuel d'enquête, de contrôle, de traitement).

La mission recommande que dans le cadre des travaux de la prochaine campagne soit prévu la constitution d'un minimum de documents méthodologiques. Cette activité est d'autant plus importante qu'actuellement il n'existe qu'une seule personne vraiment opérationnelle pour mener cette enquête.

Méthodes de mesures:

Tous les prix sont exprimés directement en Escudos/Kg. Les transactions se font toutes dans cette unité sur les marchés ou magasins enquêtés. Il n'y a donc pas de pesées à faire.

Le contrôle:

Il est assuré par :

- les Délégations de l'INFA dans les îles de Fogo, S. Vicente, S. Antao et S. Nicolau
- les superviseurs du GEP et par l'enquêteur de l'INFA à Santiago.

L'enquêteur de l'INFA fait aussi des contrôles dans les autres îles. Les responsables de l'équipe centrale de l'INFA profitent également de leurs déplacements dans les îles pour assurer un contrôle inopiné des enquêteurs.

Le contrôle et le suivi des enquêteurs reste un des gros problème de cette enquête :

- 1) par manque de moyens humains, au même titre que l'enquête agricole
- 2) par manque d'un dispositif de contrôle correctement élaboré.

Pour la campagne 1996/1997, cette situation s'est doublée d'un manque de supervision de la part du responsable de l'enquête, qui était occupé à d'autres travaux pour le compte du CILSS. L'enquête a donc souffert d'un manque d'encadrement certain.

La mission recommande :

- 1) *qu'au cours du premier trimestre 1997, le responsable de l'enquête puisse reprendre contact avec le dispositif terrain et les responsables dans les îles afin de redynamiser le travail des enquêteurs.*
- 2) *que des contacts soient pris avec le consultant qui doit élaborer la formation aux contrôleurs et superviseurs pour inclure d'une part une fiche de contrôle concernant le SIM et d'autre part prévoir dans la formation un module consacré à cette enquête.*

3) que lors du recyclage des agents de terrain une journée supplémentaire soit prévue pour les 14 enquêteurs du GEP qui participent à l'enquête SIM.

Transmission des données collectées:

Les données sont transmises soit par Fax, soit par téléphone. L'utilisation des fax, mis en place dans le cadre d'un projet FAO, pose des problèmes de coûts de communication car ce réseau est maintenant entièrement à la charge du Ministère de l'Agriculture.

La mission recommande que compte tenu de la situation particulière du Cap Vert, le SIM soit doté d'un budget minimum pour participer au fonctionnement de ce réseau.

Le traitement des données:

Les données transmises par les enquêteurs sont toutes saisies sur micro-ordinateur et font l'objet d'un traitement informatique.

- les résultats

L'INFA publie chaque samedi dans le journal les principaux prix relevés, ce qui représente 1/8° de page du journal.

Copie de cette publication est adressée aux délégations de l'INFA et à un certain nombre d'Organismes (Ministères, FAO, Coopératives, Mairies, etc...)

Pendant cette campagne la publication dans le journal a été régulière.

Les résultats complets sont analysés chaque mois par l'INFA et une synthèse est présentée chaque trimestre à la Commission Nationale pour la Sécurité alimentaire qui les reproduit dans son bulletin trimestriel.

Le responsable de l'enquête, avec l'appui de l'animateur local est en train d'étudier le format d'un bulletin trimestriel d'analyse sur les prix. A l'heure actuelle le « bulletin 0 » est en cours de finition et la première publication devrait avoir lieu dans le courant du premier trimestre 1997.

La mission recommande que soit inclus dans ce bulletin 0 un formulaire d'évaluation à retourner au SIM afin de pouvoir bénéficier des observations des utilisateurs.

1.2.3 La mise à jour de la base de sondage.

Cette opération financée sur le devis 1996/1997 devait permettre de reprendre le recensement des exploitations agricoles qui datait de 1988 afin, d'une part de tirer un nouvel échantillon et d'autre part de constituer une base de sondage pour l'enquête sur les cultures irriguées.

Le recensement a été réalisé et les données saisies, mais les fichiers apurés ne sont disponibles que pour les îles de Santiago et de San Antao ceci afin de permettre le tirage de l'échantillon « cultures irriguées ».

D'après les responsables de l'enquête, il serait souhaitable d'effectuer quelques contrôles supplémentaires sur certain conseil pour permettre d'apurer les données restantes.

Quoiqu'il en soit la constitution du fichier de base doit être une priorité pour permettre la constitution du nouvel échantillon pour la campagne prochaine.

La mission recommande que l'ECA apporte éventuellement son appui s'il existe de réels problèmes de traitement.

1.2.4. Animation locale

a) Rapport d'activité succinct

L'animateur local a préparé cette année deux rapports d'activités d'une dizaine de pages.

b) Relations de travail et collaboration avec les autres organismes impliqués dans l'appui aux systèmes d'information sur la Sécurité Alimentaire

Ces relations sont forcément excellentes puisque l'Animateur local est en même temps Responsable de la Division des Statistiques Sectorielles et qu'à ce titre il fait partie de la Commission nationale pour la Sécurité alimentaire et de la Composante Nationale.

L'animation locale a d'autre part entrepris une collaboration avec les services de l'élevage qui sont actuellement entrain de mettre sur pied une enquête dans ce domaine.

Actuellement, un recensement du cheptel a été réalisé sur fonds ACDI et le traitement des données est en cours. A partir de recensement, les services de l'élevage désirent réaliser une enquête pilote visant à établir les base méthodologiques d'une enquête régulière. Les financements pour cette activité étant acquis, la Direction de l'élevage sollicite de la part de DIAPER un appui statistique ponctuel pour l'établissement du document méthodologique de base.

La mission recommande que, dans la mesure du possible, une mission spécifique du statisticien de l'ECA puisse avoir lieu dans ce cadre. A cette fin, il a été demandé au service de l'élevage de faire parvenir rapidement à l'ECA:

- 1) des termes de référence précis pour cette consultation.
- 2) un calendrier prévisionnel pour cette activité.

1.3. Gestion des devis-programmes

a) Mise en place des fonds FED et des 40,4 % de contrepartie nationale du Devis-Programme 96/97

La mise en oeuvre du Devis-programme a eu lieu au mois de Mai, ce qui constitue une nette amélioration par rapport aux années passées.

Compte tenu de ce qui précède, le Budget est exécuté en début Décembre à des niveaux très faibles.

Enquête agricole permanente (Escudos) 1996/1997

Rubrique	Montant devis 96/97	Montant total payé	Solde au 30/11/1996	Taux d'exécution
Opérations de collecte				
Indemnités	335.140	0	335.140	
Frais de mission	432.624	100.130	332.494	
Primes d'analyse	27.723	0	27.723	
Carburant	253.260	253.000	260	
Entretien matériel	421.508	118.147	303.091	
Matériel de collecte	513.800	25.975	487.825	
Reproduction des questionnaires	100.000	97.940	2060	
Recyclage agents de collecte	162.090	100.805	61.285	
<i>Total opérations de collecte</i>	<i>2.264.145</i>	<i>696.267</i>	<i>1.549.878</i>	<i>30 %</i>
Equipement				
Moyens de transport	6.000.000	0	6.000.000	
Matériel informatique et fournitures « centrale »	513.000	348.500	164.500	
<i>Total équipement</i>	<i>6.513.000</i>	<i>348.500</i>	<i>6.164.500</i>	<i>5 %</i>
TOTAL budget	8.759.145	1.044.767	7.714.378	11 %

Enquête Suivi des Marchés (Escudos) 1996/1997

Rubrique	Montant devis 96/97	Montant total payé	Montant engagé	Solde au 30/11/1996	Taux d'exécution
Opérations de collecte					
Indemnités	277.426	35.696	0	241.730	
Frais de mission	180.088	0	180.000	88	
Carburant	120.960	0	60.000	60.960	
Entretien matériel	73.934	0		73.934	
Reproduction des questionnaires	64.947	0		64.947	
<i>Total opérations de collecte</i>	537.267	35.696	240.000	441.659	51 %

NB: Les engagements correspondent aux avances demandées pour réaliser la tournée de supervision du dispositif, elle n'ont cependant pas encore été réalisées

Mise à Jour de la base de sondage (escudos) 1996/1997

Rubrique	Montant devis 96/97	Montant total payé	Solde au 30/11/1996	Taux d'exécution
Opérations de collecte				
Salaires / Indemnités	2.196.994	2.029.214	167.780	
Frais de mission	186.784	29.524	157.260	
Carburant	147.420	142.000	5420	
Formation	144.071	28.840	115.231	
<i>Total opérations de collecte</i>	2.675.269	2.229.578	445.691	83 %

Animation locale (Escudos) 1996/1997

Rubrique	Montant devis 96/97	Montant total payé	Solde	Taux d'exécution
Salaires	823.100	432.000	391.100	
Fonctionnement	1.006.968	252.571	754.397	
Impression et Diffusion	1.026.770	458.800	567.970	
TOTAL budget	2.856.833	1.143.371	1.713.467	40 %

Les taux d'exécution des différents devis sont assez faibles, ceci s'explique en grande partie par le décalage dans le calendrier des activités, mais aussi par la faiblesse des opérations de supervision et de contrôle sur les deux enquêtes principales.

Pour la même période, sur les 5.000.000 d'escudos inscrit au budget d'investissement pour couvrir les 40,4% de contrepartie de l'Etat capverdien, 3.200.000 escudos ont été mis à la disposition du dispositif. Cette somme se répartit comme suit:

- 506.000 escudos au titre du fonctionnement
- 447.776 escudos au titre des indemnités

Le solde étant constitué du salaire des enquêteurs qui sont des agents contractuels de l'Etat.

Sur les 3.237.418 escudos prévus au titre de la contrepartie, seulement 953.776 ont été dépensés, ce qui correspond au taux d'exécution global du budget :environ 30 %.

Le système de paiement de la contrepartie étant faite de façon directe par le Ministère (non par versement sur le compte projet), cette situation est donc normale.

Quoiqu'il en soit:

- 1) *vu la faiblesse d'exécution du budget,*
- 2) *étant donné que pour le passage de la mission, il n'a pas été possible d'obtenir le détail des paiements avec la répartition entre la prise en charge FED et Etat.*

la mission recommande qu'une situation financière complémentaire et détaillée (voir tableaux de la précédente mission d'évaluation) puisse être fournie à l'ECA avant la tenue du Comité Directeur.

1.4. Mise en oeuvre des conditionnalités

a) Comité de sécurité alimentaire

Une Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNASA) inter-Ministérielle a été créée en 1989 dans le cadre du projet « Alerte Rapide » de la FAO.

Cette commission a un caractère à la fois politique et technique et pourrait être considérée comme « Comité de Sécurité Alimentaire », d'autant qu'elle a été officialisée par Décret.

La composition de cette commission n'a pas été modifiée depuis la précédente mission.

Les publications trimestrielle issues des travaux de la commission continuent d'être diffusées régulièrement bien qu'avec un peu de retard.

b) Dispositions prises et/ou envisagées pour la prise en charge des opérations de collecte par l' Etat à hauteur de 67 %.

Le Ministère de l'Agriculture a inscrit dans sa demande de budget d'investissements **8.231.000 Escudos** qui se répartissent comme suit:

- 2.193.0000 escudos pour le fonctionnement et le paiement des indemnités qui peuvent donc être considéré comme la contrepartie de l'Etat.
- le solde pour le paiement des salaires du personnel.

Si l'on se réfère au budget prévisionnel, le montant des 67 % de la contrepartie serait de 2.046.616 escudos.

1.5. Bonus-Malus

II. Programmation des activités à mettre en oeuvre au cours du Devis- Programme IV

2.1. Les enquêtes

L'enquête agricole:

L'enquête agricole est exécutée par le Cabinet d'Etude et de Planification (GEP) du Ministère de l'Agriculture. Les objectifs de l'enquête sont essentiellement: la prévision des récoltes de céréales en octobre, l'estimation de la production agricoles annuelle.

L'enquête couvre toutes les îles agricoles, elle fournit les résultats par île et, pour l'île de Santiago par Conseil.

Améliorations méthodologiques:

La mise à jour de la base de sondage dont les opérations de collecte ont pris fin depuis juillet 1996, mais l'exploitation des données reste encore partielle même si elle a concernée les plus importantes îles agricoles du pays. Cette exploitation partielle des données est due essentiellement à la priorité qu'a été accordée à l'enquête pilote sur les cultures irriguées qui n'a concerné que les îles de Santiago et de San Antao. Des efforts doivent être faits par le GEP afin que l'échantillon de la prochaine campagne puisse être tiré à partir de la nouvelle base de sondage pour cela, les travaux d'exploitation des autres îles qui sont au stade d'appurement de fichiers doivent impérativement être terminés avant le début de la prochaine campagne.

La réalisation de la partie « culture irriguée » de l'enquête dans sa forme expérimentale va se poursuivre sur les îles de Santiago et San Antao. Il s'agira essentiellement de finaliser l'enquête sur l'île de Santiago en exécutant le volet « production des cultures irriguées », et en étendant cette expérience à l'île de Santo Antao.

Enquête suivi des marchés:

Elle est exécutée par l'Instituto Nacional de Fomento Agrario (INFA). Les marchés couverts sont sensés représentés l'ensemble du pays. Le dispositif de collecte de l'enquête suivi des marchés repose sur celui de l'enquête agricole.

La méthodologie de collecte, le nombre de marchés couverts présentés dans la partie évaluation ne connaîtront pas de changements majeurs.

Le renforcement du contrôle de l'enquête agricole implique celui de l'enquête suivi des marchés.

La diffusion des publications par voie de presse se poursuivra. Le contrat avec le journal chargé de la diffusion doit se renouveler en octobre 1996.

2.2. L'animation locale:

Outre la supervision des opérations de collecte de l'enquête agricole, les appuis techniques de l'animateur local se situeront essentiellement sur la poursuite de l'élaboration des manuels de collecte (enquêteurs, contrôleurs).

Pour ce qui concerne l'enquête suivi des marchés, force est de constater que l'animateur local, étant donné sa fonction principale de chef de la Division Statistiques Agricoles, manque de temps pour s'interresser à cette activité. Cependant, en temps que gestionnaire des fonds alloués à l'activité, il s'efforcera de suivre leur déroulement normal en veillant sur:

1. La mise en route des publications périodiques (trimestrielle, annuelle),
2. La rédaction de la documentation d'enquête,
3. La supervision régulière des enquêteurs sur les autres îles.

2.3. Participation de l'Etat à la prise en charge des frais de collecte:

Le budget prévisionnel du devis programme 1997-1998 s'élève à 6.423.761 escudos (60.335ecu) répartis entre l'enquête agricole, le système d'information du marché et l'animation locale comme suit (les tableaux détaillés sont consignés dans le paragraphe « budget prévisionnel »):

ESCUOS

	OPERATION DE COLLECTE	EQUIPEMENT	ENSEMBLE
ENQUETE AGRICOLE	2 265 534	300 000	2 565 534
SUIVI DES MARCHES	789 116		789 116
ANIMATION LOCALE			3 069 111
TOTAL	3 054 651	300 000	6 423 761

Le montant global des frais de collecte s'élevant à 3.054.651 escudos (soit 28.691ecu), la participation de l'Etat à ces frais à concurrence de 67% sera donc de 2.046.616 escudos. Des dispositions ont été prises au niveau du Ministère de l'Agriculture pour insérer dans le budget d'investissement un montant de 5.000.000 escudos. L'adoption du budget avec ce montant permettra de couvrir les frais de participation de l'Etat.

Budgets prévisionnels

PAYS : CAP VERT**DESIGNATION DE L'ENQUETE : ENQUETE AGRICOLE****SERVICE OU ORGANISME RESPONSABLE : GABINETE DE ESTUDOS E PLANEAMENTO****EN ESCUDOS**

DESIGNATION	ESTIMATION DES COUTS			FED
	Nombre	coût unit.	coût total	
I . OPERATION DE COLLECTE				
1.1 Frais de personnel			818 163	
1.1.1 Indemnités			347 508	
- Superviseurs			287 461	
Cultures pluviales (45ecu/mois*6*6mois)	36	4 791	172 477	
Cultures irriguées (45ecu/mois*6*4mois)	24	4 791	114 984	
- Saisie (26 ecu/mois*2*3mois)	6	2 768	16 609	
- Agent centrale d'informations (34ecu*12mois)	12	3 620	43 439	
1.1.2 Frais de mission			441 909	
- Déplacement îles			429 133	
.per diem superv. (26ecu/jx5jx6îlesx3missions)	90	2 768	249 133	
.billets d'avion	18	10 000	180 000	
- Déplacement Santiago			12 776	
. per diem superv. (2*13ecu/j*3missions)	6	1 384	8 304	
. per diem chauffeur (2j/mission*7ecu/j*3missions)	6	745	4 472	
1.1.3 Primes d'analyse			28 746	
- Informaticien (45ecu/mois*1mois)	1	4 791	4 791	
- Analyste (agent contractuel:45ecu/mois*5mois)	5	4 791	23 955	
1.2 Carburant			253 260	
- Enquêteurs à temps plein			195 300	
Cultures pluviales (10lx31x6mois)	1860	63	117 180	
Cultures irriguées (10lx31x4mois)	1240	63	78 120	
- Superviseurs			50 400	
Cultures pluviales (20lx4x6mois)	480	63	30 240	
Cultures irriguées (20lx4x4mois)	320	63	20 160	
-Superviseurs (3missions*200km/missions*2l/100km)	120	63	7 560	
1.3 Entretien matériel			745 480	
- Véhicule	1	323 972	323 972	
- Motos (33 motos)			362 015	
- Photocopieuse	1	59 493	59 493	
1.4 Reproduction des questionnaires			100 000	
1.5 Formation et recyclage des agents de collecte			128 131	
- îles (formation des enquêteurs)			128 131	
.per diem enquêteurs (26ecu*7*3j)	21	2 768	58 131	
.billets d'avion (7 aller-retour)	7	10 000	70 000	
TOTAL OPERATIONS DE COLLECTE			2 045 034	674 861
II EQUIPEMENT				
Matériel informatique			300 000	300 000
- Micro-ordinateur (avec système de backup externe)	1			
- Imprimante pour le SIM	1			
TOTAL EQUIPEMENT			300 000	300 000
TOTAL BUDGET			2 345 034	974 861

DESIGNATION DE L'ENQUETE : ENQUETE SUIVI DES MARCHES
SERVICE OU ORGANISME RESPONSABLE : INSTITUTO NACIONAL DE FOMENTO AGRARO

EN ESCUDOS

DESIGNATION	ESTIMATION DES COUTS			FED
	Nombre	coût unit.	coût total	
OPERATION DE COLLECTE				
1. Frais de personnel			330 889	
1.1 Indemnités			43 439	
- Contrôleur (34ecu*12mois)	12	3 620	43 439	
1.2 Frais de mission			191 204	
- Déplacement îles cadres de l'INFA .per diem (26ecu/j*3j*5iles*2)	30	2 768	83 044	
.billets d'avion (10 aller-retour)	10	10 000	100 000	
- Déplacement Santiago .carburant (20litres*12mois)	240	34	8 160	
1.3 Primes d'analyse (45ecu*12mois)	12	4 791	57 492	
1.4 Recyclage enquêteurs (26ecu*1jour*14)	14	2 768	38 754	
2. Carburant			120 960	
- Contrôleur INFA (20lx1x12)	240	63	15 120	
- Enquêteurs GEP (10lx14x12mois)	1680	63	105 840	
3. Entretien matériel			235 920	
- Moto (entretien et assurance)	1	14 441	14 441	
- Photocopieuse	1	59 493	59 493	
- Véhicule	1	161 986	161 986	
4. Reproduction questionnaires			64 947	
5. Frais de transmission des fiches de collecte	52	700	36 400	
5.Diffusion des résultats (voir budget animation locale)				
TOTAL OPERATIONS DE COLLECTE			789 116	260 408
TOTAL BUDGET			789 116	260 408

BUDGET DE L'ANIMATION LOCALE*EN ESCUDOS*

	Nombre	Coût Unit	TOTAL	FED
I SALAIRE ET CHARGES SOCIALES			823 100	823 100
1.1 Rémunerations			648 000	648 000
- Animateur local (indemnités)	12	25 000	300 000	300 000
- Secrétaire-Comptable	12	29 000	348 000	348 000
1.2 Charges sociales			175 100	175 100
- Charges sociales (Sécrétaire comptable)	12	5 800	69 600	69 600
- Assurance santé (Animateur et secrétaire)	2	52 750	105 500	105 500
II FONCTIONNEMENT			1 070 348	1 070 348
2.1 Carburant			200 010	200 010
-Carburant et billets mission appui terrain			127 560	127 560
Santiago (40l*3 missions)	120	63	7 560	7 560
Iles (2 mission/Iles)	12	10 000	120 000	120 000
-Carburant pour Animation	1150	63	72 450	72 450
2.2 Perdiems			166 089	166 089
-Frais de mission Animateur			159 381	159 381
Santiago (13ecu*3*3j)	9	1 384	12 457	12 457
Iles (23ecu/j*5j*6iles*2)	60	2 449	146 924	146 924
-Frais de mission chauffeur			6 707	6 707
Santiago (7ecu*3*3j)	9	745	6 707	6 707
2.3. Foumiture de bureau			135 440	135 440
2.4. Frais de téléphone, Fax et Poste			180 586	180 586
2.5 Entretien matériel de bureau			388 223	388 223
- Photocopieuse			75 244	75 244
- Véhicule (y compris assurance)			242 979	242 979
- Réparation imprimante "Centrale"			70 000	70 000
III IMPRESSION ET DIFFUSION			1 064 670	1 064 670
IV FONCTIONNEMENT "CENTRALE"			80 993	80 993
TOTAL ANIMATION NATIONALE			3 039 111	3 039 111

ANNEXES

Annexe 1: Liste des personnes rencontrées

Annexe 2 : Inventaire du matériel acquis au titre de DIAPER III

Annexe 1: Liste des personnes rencontrées

Mr INUSA Barry	Animateur local DIAPER
Mr Le DELEGUE	Commission des Communautés Européennes
Mr CANUTTO Alcides	Attaché administratif à la Délégation de la Commission des Communautés Européennes
Mr OLENDE Fernand	Responsable de la Division commercialisation de l'INFA
Mr SILVA Gilberto	Directeur du service de l'élevage
Mme SILVA Suzette de l'élevage »	Chargée de la Coordination du projet du « cadastre

Annexe 2: Inventaire du matériel acquis au titre de DIAPER III

DESIGNATION	DP 94/95			DP 95/96			DP 96/97			TOTAL ACQUIS		DESTINATION (1)	
	prévu	acquis	prévu	acquis	prévu	acquis	prévu	acquis	E.A.	AL	SIMC	Centrale d'inf.	
I. Engins à deux (2) roues									-	-	-	-	
1. Bicyclettes									-	-	-	-	
2. Mobylettes									-	-	-	-	
3. Motos	6	4	2	1	20	?	5	5					
II. Matériel de collecte													
1. Boussoles			18		18	18	18	18	-	-	-	-	
2. Jalons									-	-	-	-	
3. Calculatrices				7		7	7	7	-	-	-	-	
4. Balances					31	?			-	-	-	-	
5. Chaînes/rubans									-	-	-	-	
6. Pessons									-	-	-	-	
7. Clinomètres			10			10	10	10					
III. Matériel informatique													
- Micro-ordinateur	3	3	1	1	1	1	5	2	1	1	1	1	
- Imprimante	3	3			1	1	3		1	1	1	1	
- Onduleur					1		1		1	1	1	1	
IV. Mat. de reprographie									1	1	1		
- Photocopieur	1		1						-	-	-		
- Duplicateur													

? : Achat en cours; offre en cours de dépouillement mais les quantités achetées ne seront pas les quantités prévues.